

Bolivie: aucun progrès lors de la deuxième journée de dialogue

20-09-2008

Le gouvernement de Bolivie, lors de la deuxième journée de dialogue national, a proposé d'approuver la nouvelle Constitution et de « garantir » les autonomies départementales en modifiant ce chapitre du texte, ce qui a été rejeté par l'opposition, qui a averti que la pression sociale (en raison de la mobilisation de mineurs) rend « fragile » la négociation.

Après 17 heures de discussion lors de la première journée de dialogue national, le gouvernement a proposé, après le porte-parole présidentiel Ivan Canela, de « garantir » les autonomies départementales à travers d'une amélioration de ce chapitre dans la nouvelle Constitution. Le gouvernement a également recommandé aux préfets de l'opposition l'élection démocratique de sous-préfets et de conseillers départementaux « pour approfondir le processus de décentralisation et d'autonomie », après des sources citées par le journal de La Paz, La Prensa. La proposition a été refusée par les préfets, après les mêmes sources, et ceux-ci ont demandé de « revoir tout le contenu de la nouvelle Constitution, pas seulement le chapitre sur les autonomies ». En ce qui concerne les mouvements sociaux qui accompagnent le Movimiento al Socialismo (MAS), ceux-ci ont augmenté la pression sur Cochabamba, siège des délibérations, où des centaines de mineurs se sont mobilisés en tirant des petites cartouches de dynamite. Le président de la Coordination Nationale pour le Changement (Conalcam) — organisation réunissant les mouvements sociaux proches du gouvernement —, Fidel Surco, a affirmé qu'ils sont à Cochabamba pour « empêcher que des changements soient introduits » dans la nouvelle Grande Charte. Pour sa part, le préfet de Tarija, Mario Cossio, a assuré aujourd'hui que le dialogue avec le gouvernement est fragile » et il a qualifié comme un « très mauvais signe » la mobilisation des mineurs autour du siège des délibérations. « Je demande au Gouvernement de ne pas mobiliser les gens, de nous laisser dialoguer, car ils vont amener plein de bus avec du monde pour allumer des pétards pendant qu'on négocie, c'est inutile et cela peut nuire au dialogue », a averti Cossio, cité par le site de La Paz Ultimas Noticias. Cossio a également demandé que le département de Pando ait un représentant durant les négociations, pour remplacer Leopoldo Fernandez actuellement détenu, et il a suggéré que ce soit le deuxième responsable de la préfecture. Le gouvernement, qui maintient l'état de siège dans le département de Pando après le massacre de paysans et d'étudiants qui a fait au moins 17 morts et plus de 100 disparus, a refusé la présence de cette préfecture, dont l'administration est soupçonnée d'avoir participé au massacre du 11 septembre. En outre, les secteurs proches du gouvernement ont proposé, en tant que garantie de « pacification », que les préfets opposants rendent les institutions nationales occupées et saccagées dans leurs régions, pour que les mouvements sociaux débloquent les villes gouvernées par les détracteurs du président Evo Morales. Pour sa part, le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, a demandé aujourd'hui que les organisations sociales proches du gouvernement suspendent leurs mesures de pression pour rendre le dialogue plus facile. « L'idéal serait que tous restent calmes. Le dialogue est déjà installé, à présent ce qu'il faut faire c'est attendre les résultats », a dit Insulza, cité par l'agence italienne ANSA. Evo Morales a conclu aujourd'hui une visite au Panama, où il a exprimé qu'en Amérique latine, « il y a une rébellion de nos peuples contre l'empire », après l'agence allemande DPA. Après avoir été reçu doctor honoris causa de l'Université de Panama, il a dit avec ironie que grâce à cette maison d'études, ses opposants en Bolivie devront appeler « docteur » et il a qualifié de « triomphe historique » la création dans son pays d'une rente universelle pour la vieillesse, un des sujets de débat du dialogue national, vu que celle-ci est cofinancée avec une réduction des revenus pétroliers des Préfectures. D'autre part, aujourd'hui ouvre ses portes Expocruz, le plus important salon des affaires de Bolivie, qui a lieu à Santa Cruz avec de nombreux désistements d'exposants nationaux et internationaux, après les organisateurs. Le Ministère du Trésor de Bolivie, le Service des Impôts Nationaux et la Banque Centrale ont annoncé qu'ils n'y participeront pas en raison du saccage de leurs bureaux ; ne seront pas non plus présentes la délégation des Etats-Unis ni les entreprises pétrolières. Pagina/12, 19 septembre 2008 <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-111883-2008-09-19.html> Traduit par eli <http://amerikenlute.free.fr>